

“L’émancipation des travailleurs sera l’oeuvre des travailleurs eux-mêmes”

Karl Marx

NPA RÉVOLUTIONNAIRES

Bulletin des militants du *Nouveau Parti Anticapitaliste* de Dassault Mérignac et Martignas

Pour une rentrée de lutte des classes

Dans la nuit du 19 au 20 août dernier, au moins 2 043 enfants ont dormi à la rue. Ce décompte opéré par l’Unicef ne tient compte que des appels passés au 115 (l’hébergement d’urgence) restés sans solution. Des centaines, voire des milliers d’autres mineurs dorment aussi dehors cette semaine. Depuis 2020, ce chiffre est en constante augmentation, loin des promesses gouvernementales de faire du sort de la jeunesse une priorité...

L’école dans l’œil du cyclone

Quartier pauvre rime souvent avec école délabrée : pas assez de mobilier, infestation de rongeurs, infiltration de la pluie. À Marseille, certains enseignants doivent faire classe dans les couloirs. Et si l’argent manque rarement pour bunkériser les bâtiments au nom de la sécurité, l’isolation thermique reste en revanche à la traîne dans bon nombre des 51 000 établissements scolaires – le Sénat a bien rendu un rapport en juin 2023, constatant que les fonds disponibles sont largement sous-utilisés et promettant une loi, mais rien n’a bougé.

En cette rentrée, il manque au moins 3 000 profs, qui n’ont pas été recrutés faute de candidats aux concours. Le métier ne fait plus rêver. Les salaires enseignants ont décroché de 25 % par rapport au coût de la vie ces 20 dernières années. Les suppressions de postes ont rendu les mutations pour rapprochement de famille plus longues à décrocher, voire parfois quasi impossibles. Les conditions de travail se sont dégradées.

Alors les rectorats bouchent les trous comme ils peuvent en embauchant des contractuels d’autant moins enclins à rester qu’ils sont encore plus mal payés que les titulaires. Au final, ce sont nos enfants qui en pâtissent. Car dans les milieux bourgeois, ça fait longtemps que la progéniture ne fréquente plus l’école publique, mais cette petite frange de l’école privée qui n’attire que les rejetons de riches..

Ils jouent les prolongations...

Pourtant, à en croire la ministre de l’Éducation nationale Belloubet, tout marcherait à merveille. Elle a assuré à la presse que les « réformes » engagées iront au bout. Les groupes de niveau en français et en maths en 6e et 5e sont unanimement décriés, parce qu’ils vont accentuer un tri social déjà fort dans le système éducatif français ? On les rebaptise « groupes de besoins » et le tour serait joué ?

Pas plus que Belloubet, le reste du gouvernement n’a l’air pressé de rendre son tablier. Ils ont pourtant été largement mis en minorité dans les élections du début de l’été. Et dans les classes populaires, ce n’est plus du rejet mais carrément de la détestation que suscitent les macronistes.

... renvoyons-les au vestiaire

Dans son éditorial du week-end, le journal Le Monde s’alarme de voir Macron ne pas nommer de nouveau Premier ministre, au « risque [...] que les Français estiment que voter ne sert à rien et que la protestation se fasse dans la rue ». Bien vu, à un détail près : ce n’est pas un « risque », c’est la solution !

Ce n’est ni de l’Élysée, ni de Matignon que nous obtiendrons, par exemple, l’abrogation de la réforme des retraites qui oblige à partir à 64 ans, encore moins le retour aux 60 ans à taux plein pour tous et toutes. Les « premiers ministrables » penchent plutôt pour la retraite à 66 ans !

Il en va de même pour à peu près tous les problèmes auxquels nous sommes confrontés. Le terrain sur lequel nous pouvons les résoudre, c’est celui de la lutte, pas celui de ces institutions faites par et pour les possédants.

Les conducteurs des bus scolaires de plusieurs villes dans les jours qui viennent d’un côté, et de l’autre le 10 septembre dans l’éducation nationale, les profs sont ainsi appelés à la grève. C’est tant mieux que dès le début s’exprime la colère, mais cela ne doit pas être un petit tour et puis s’en va. De leur côté, la CGT et Solidaires appellent l’ensemble du monde du travail à l’action le 1er octobre. Il s’agit de ne pas en rester à des journées isolées, mais d’aller vers une lutte d’ensemble, vers la grève générale. Fédérer les colères pour faire enfin payer les riches, les actionnaires et le grand patronat.

Éditorial du NPA-Révolutionnaires du 2 septembre 2024

Ce bulletin est le tien, tu peux y contribuer en nous contactant à l’adresse : nparevo.dassault@gmail.com

Délit de solidarité

Parfois, certains sortent du Cardex un outil ou du consommable pour dépanner des collègues sous-traitants un peu en galère. Un petit geste de solidarité que Dassault a vite fait de condamner ! Y a pas de petites économies ! À moins qu'il s'agisse de tracer une démarcation claire entre les Dassault et les autres collègues, afin de nous diviser encore un peu plus.

Dassault s'occupe de notre cardio

La direction n'a en tête que de nous faire toujours accélérer. Sauf que bien sûr, les moyens et les effectifs manquent partout et les retards inévitables provoquent des périodes de creux pendant lesquelles on reste à ne rien faire jusqu'à ce que le boulot se présente et alors, il faut rattraper le temps passé à attendre. Non contente de toujours nous faire courir plus, la direction nous fait enchaîner sprint et repos forcé. C'est sûrement très bien dans le sport, mais pas à l'usine !

Y'a qu'à pas être malades

Des collègues de Dassault ont appris le 19 juillet dernier, en plein congés d'été, qu'ils allaient perdre du salaire sous échancier, sous prétexte de rembourser à Dassault une avance sur arrêt maladie. La cerise sur le gâteau, c'est que l'arrêt maladie que les collègues doivent rembourser date... de 2022, en pleine épidémie de COVID ! La direction nous explique que l'Assurance Maladie ne lui avait pas remboursé les avances. Elle s'en est rendue compte deux ans plus tard et a donc décidé... de se payer sur le dos des travailleurs. Nous voilà avertis : Dassault peut nous prélever de l'argent parce qu'on est tombés malades, alors qu'on nous faisait bosser en pleine pandémie. Et pour éviter de perdre de l'argent c'est aux collègues de faire des pieds et des mains pour soi-disant "régulariser" leur situation !

Dassault se gave sur notre dos

Au premier semestre, le bénéfice net de Dassault était de 476 millions d'euros, une hausse de 31,5% par rapport aux 362 millions au premier semestre 2023. Et nous qui produisons cette fortune, nous sommes récompensés par des augmentations... de cadences. Quant à nos salaires, ils sont loin d'avoir suivi les mêmes augmentations, ni même celle de l'inflation. La trésorerie n'est pas le problème, la rapacité des capitalistes qui nous dirigent par contre...

Trappier nous fait suer

12 Falcon et 6 Rafale livrés au premier semestre 2024 alors que la direction de Dassault a pour objectif d'en produire respectivement 35 et 20 d'ici la fin de l'année. Dans une interview pour Boursorama lors de la Rencontre des entrepreneurs de France, organisée par le MEDEF, Eric Trappier, PDG de Dassault prévoit une accélération des cadences pour tenir les objectifs. Lui-même juge que « c'est sportif pour y arriver », pourtant une chose est sûre c'est pas lui qui va transpirer. Et nous on devrait accepter de bosser encore deux fois plus vite ?

Israël : grève générale pour dénoncer la politique de Netanyahu

La centrale syndicale, la Histadrout, surtout implantée dans le secteur public, avait lancé lundi une grève générale pour dénoncer « l'abandon des otages » par le gouvernement. Bien qu'un tribunal ait déclaré la grève « politique » et « illégale » et que les bureaucrates syndicaux l'aient arrêtée à la mi-journée, des centaines de milliers de travailleurs ont suivi le mouvement, rejoint par des associations pacifistes et l'Association médicale israélienne. La veille, des manifestations massives avaient déjà eu lieu à Tel Aviv, à Jérusalem et dans nombre d'autres villes suite à l'annonce de la mort de six nouveaux otages à Gaza. Nombre de manifestants – ainsi que les familles des otages – reprochent à Netanyahu de les avoir abandonnés et de refuser tout accord de cessez-le-feu avec le Hamas pour des raisons purement politiciennes, notamment la survie de son gouvernement et la crainte, s'il perd le pouvoir, de se retrouver devant les tribunaux et de devoir répondre devant la justice de délits multiples allant d'enrichissement illégal et de corruption à faux et usage de faux. Le fait qu'une fraction croissante de la population israélienne s'oppose à la guerre est un fait positif, même si seule une minorité des pacifistes fait le lien entre les massacres de Gaza et la politique d'apartheid et d'oppression des Palestiniens menée par l'État sioniste depuis des décennies.

Russie : comptabilité macabre

L'armée russe peine à recruter pour sa guerre en Ukraine. C'est pourquoi elle offre une solde dix fois supérieure au salaire moyen et promet de verser à la famille des soldats tués une « prime de décès » équivalant à vingt ans de ce salaire moyen. Mais celle-ci n'est versée que si le mort est identifié, ce qui arrive dans deux tiers des cas. Le diable se niche dans les détails...

Lyon : des bébés à la rue

Après un mois et demi d'une vive polémique, la métropole de Lyon s'est vue contrainte de faire machine arrière. Le président de la métropole, Bruno Bernard, a annoncé la levée de l'arrêt de la prise en charge de l'hébergement d'urgence des femmes isolées avec enfants de moins de trois ans, un dispositif dont la collectivité est pourtant responsable, comme les départements. Mais pour des raisons budgétaires et pour mettre l'État et les départements voisins face à leurs propres responsabilités, la métropole, dirigée par des écologistes, avait suspendu mi juillet les nouvelles prises en charge, tout en maintenant celles déjà engagées. D'où la présence, cet été, de plusieurs nourrissons et de leurs mères dans les rues de la ville. Une situation vivement critiquée par des associations d'entraide et des acteurs sociaux, tout comme la décision de préfecture du Rhône qui avait changé ses critères de prise en charge des familles sans abri. Ces dernières sont traitées comme quantité négligeable tant par les autorités lyonnaises que par celles de l'État. Malheur aux pauvres !

Si ce bulletin te plaît... fais le circuler !